

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

**Direction du Patrimoine Immobilier
Département Contrats Immobiliers
18, Rue Goethe
CS 90032
67081 STRASBOURG Cedex**

ACCORD-CADRE

TRAVAUX DE DÉSAMANTAGE ET DE DEPLOMBAGE AU SEIN DES BATIMENTS DE L'UNIVERSITE DE STRASBOURG

Cahier des Clauses Administratives Particulières

N° du CCAP : DCI 2025 577

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER : OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 - OBJET DU MARCHÉ - EMBLEMENTS	4
1.2 - EXECUTION DU MARCHÉ	4
1.3 - DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS	4
1.4 - DUREE DU MARCHÉ	5
1.6 - REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	6
ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	7
2.1 PIECES PARTICULIERES	7
2.2 PIECES GENERALES	7
ARTICLE 3 : LES INTERVENANTS	8
3.1 - MAITRISE D'ŒUVRE	8
3.2 - ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION DU CHANTIER	8
3.3- CONTROLE TECHNIQUE	8
3.4- SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS	8
ARTICLE 4 : PRIX DU MARCHÉ	8
4.1 - CARACTERISTIQUES DES PRIX	8
4.2 - MODALITES DE VARIATION ET D'AJUSTEMENT DES PRIX	9
4.3 - REPARTITION DES DEPENSES COMMUNES	10
ARTICLE 5 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	10
5.1- GARANTIE FINANCIERE	10
5.2- AVANCE	10
ARTICLE 6 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	11
6.1 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES ET PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	11
6.2 - APPROVISIONNEMENTS	12
6.3 - PAIEMENT DES COTRITANTS ET DES SOUS-TRITANTS	13
ARTICLE 7 : DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES	13
7.1 - DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX	13
7.2 - PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION	14
7.3 - PENALITES POUR RETARD	14
ARTICLE 8 : CARACTERISTIQUES DES MATERIAUX ET PRODUITS	15
8.1 - PROVENANCE, QUALITE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	15
8.2 - VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS	15

ARTICLE 9 : IMPLANTATION DES OUVRAGES	15
ARTICLE 10 : PREPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX	15
10.1 - PERIODE DE PREPARATION - PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX	15
10.2 - SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS SUR LE CHANTIER	15
10.3 - REGISTRE DE CHANTIER	18
ARTICLE 11 : ÉTUDES D'EXECUTION	18
ARTICLE 12 : INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER	18
ARTICLE 13 : DISPOSITIONS PARTICULIERES A L'ACHEVEMENT DU CHANTIER	18
13.1 - GESTION DES DECHETS DE CHANTIER	18
13.2 - REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX	18
13.3 - ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX	18
13.4 - DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION	18
13.5 - TRAVAUX NON PREVUS	19
ARTICLE 14 : RECEPTION DES TRAVAUX	19
14.1 - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA RECEPTION	19
14.2 - RECEPTION PARTIELLE ET PRISE DE POSSESSION ANTICIPEE	19
14.3 - MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES	19
ARTICLE 15 : GARANTIES ET ASSURANCES	19
15.1 - DELAIS DE GARANTIE	19
15.2 - GARANTIES PARTICULIERES	19
15.3 - ASSURANCES	19
ARTICLE 16 : RESILIATION DU MARCHE	20
ARTICLE 17 : MARCHES COMPLEMENTAIRES OU AYANT POUR OBJET DES PRESTATIONS SIMILAIRES	20
ARTICLE 18 : CLAUSE ATTRIBUTIVE DE JURIDICTION	20
ARTICLE 19 : COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES	20
ARTICLE 20 : CLAUSE DE REEXAMEN	20
ARTICLE 21 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	21

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Article premier : Objet de la consultation - Dispositions générales

1.1 - Objet du marché - Emplacements

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent l'établissement d'un accord-cadre multi-attributaire pour les travaux de désamiantage et de déplombage au sein des bâtiments de l'Université de Strasbourg.

Il est rappelé au titulaire que l'Université doit assurer des missions de services publics et qu'en conséquence, les prestations demandées doivent être exécutées sans retard et avec une diligence particulière.

Lieu(x) d'exécution : Tous les bâtiments sur tous les campus de l'Université de Strasbourg.

L'accord-cadre a pour objet de définir les termes régissant l'acquisition, via des bons de commandes, et la réalisation des travaux de désamiantage et de déplombage.

Dispositions générales:

Il s'agit d'un **accord-cadre à bons de commande** qui inclut :

- Le lot 1 « Maintenance et interventions d'urgence » relative aux interventions ponctuelle de faible envergure ou d'urgence et d'un laps de temps relativement faible (quelques jours maximum), définies dans le CCTP et conformément aux prix figurant dans le bordereau des prix unitaires : BPU.
- Le lot 2 « intervention programmée » relative aux interventions de grande envergure dans le cadre des opérations de restructuration avec des délais d'exécution allant jusqu'à plusieurs semaines, définies au CCTP et conformément aux prix figurant dans le bordereau des prix unitaires : BPU.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières.

1.2 - Exécution du marché

La présente procédure adaptée ouverte est soumise aux dispositions des articles L.2123-1 et R.2123- 1 du Code de la Commande publique.

Cette consultation sera passée en application des articles R.2162-1 et suivants du Code de la commande publique relatif aux accords-cadres.

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commandes sans minimum, avec un maximum de 5 000 000 HT conclu avec un seul ou plusieurs titulaires.

1.3 - Décomposition en tranches et lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Les travaux sont répartis en 2 lots désignés ci-dessous :

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>
1	Maintenance et intervention d'urgence
2	Intervention programmée

Chacun des lots fera l'objet d'un marché séparé. Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

1.4 – Durée du marché

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la date de notification ou à compter de la date de l'ordre de service. Il peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans. En aucun cas, la durée totale du marché ne pourra dépasser 4 ans.

La reconduction se fait de manière tacite pour une période d'un an à la date d'anniversaire de l'accord-cadre. La reconduction de l'accord-cadre est considérée comme acceptée si aucune décision contraire n'est prise ou notifiée au titulaire au plus tard 30 jours calendaires avant la date anniversaire de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

Dans le cas du refus de la reconduction de l'accord-cadre le pouvoir adjudicateur doit se prononcer par écrit au moins 30 jours calendaires avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre.

Si le pouvoir adjudicateur décide de reconduire l'accord-cadre, le titulaire ne pourra pas refuser cette reconduction.

Les bons de commande ne pourront être émis que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

.

Les délais d'exécution des bons de commandes conclus sur la base du présent accord-cadre ainsi que tout autre élément indispensable à leur exécution seront fixés dans les conditions du C.C.A.P. et du C.C.T.P. de l'accord-cadre.

1.5- Modalités de passation des bons de commandes

Chaque bon de commande précisera :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des travaux à réaliser ;
- les délais d'exécution (date de début et de fin) ;
- les lieux d'exécution des travaux ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations ;
- l'adresse de la composante ayant émis le bon de commande (adresse de facturation).

Aucune commande ne pourra être exécutée et payée sans bon de commande.
Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le titulaire.

La durée maximale de réception des devis par le pouvoir adjudicateur est fixée à **7 jours calendaires** à compter de la date d'envoi de la demande du pouvoir adjudicateur selon les modalités de l'article 6 du présent C.C.A.P.

Le délai de validité de chaque bon de commande est fixé à **90 jours** à compter de la date d'envoi du bon de commande.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires.

Aucune commande ne pourra être exécutée et payée sans bon de commande.

Aucune intervention ne pourra être effectuée sans une demande expresse de l'Université de Strasbourg selon les modalités définies à l'article 6 du C.C.A.P.

1.6 - Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise. Dans cette hypothèse, le pouvoir adjudicateur pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

1.7- Sous traitance

Eu égard la nature des travaux, le titulaire du marché ne peut sous-traiter l'exécution de tout ou d'une partie des prestations qui lui incombent.

1.8 –Dérogation au principe d'exclusivité

L'Université se réserve le droit de passer par le biais d'une consultation extérieure pour réaliser les prestations concernées pour des raisons budgétaires, techniques ou de contraintes de planning. Tel est le cas des prestations faisant partie d'une opération de rénovation ou de construction a relativement grande échelle semblable à celle d'une partie d'un bâtiment ou plus grand.

Article 2 : Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

2.1 Pièces particulières

- L'acte d'engagement du lot concerné (A.E.) et ses annexes :
 - L'annexe 1 à l'Acte d'Engagement relative à la désignation des cotraitants et à la répartition des prestations ;
 - L'annexe 2 à l'Acte d'Engagement « Bordereau des Prix Unitaires » ;
 - L'annexe 3 à l'Acte d'Engagement « Exercice 1 désamiantage lot 1 » ;
 - L'annexe 4 à l'Acte d'Engagement « Exercice 2 désamiantage lot 2 » ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) ;
- Le mémoire technique ;

2.2 Pièces générales

- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021;
- Le cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux ;
- Le cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS-DTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du 22 Avril 1986 du Ministre de l'économie, des finances et de la privatisation relative aux cahiers des clauses administratives spéciales des marchés publics de travaux de bâtiment, compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe 2 de la circulaire.

L'ordre de priorité des pièces ci-dessus déroge à l'article 4.1 du CCAG-Travaux.

Les pièces générales ne sont pas envoyées aux candidats, mais elles sont réputées être connues et approuvées par ces derniers.

Seuls les documents originaux, conservés par l'administration font foi.

Article 3 : Les intervenants

3.1 – Maîtrise d'œuvre

Sous réserve du recours éventuel d'une maîtrise d'œuvre extérieure à l'Université pour certaines opérations, la maîtrise d'œuvre est assurée par l'Université de Strasbourg.

Les missions du maître d'œuvre sont les missions de base.

3.2 – Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

Sous réserve du recours éventuel d'une mission OPC extérieure à l'Université pour certaines opérations, la mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par l'Université de Strasbourg.

3.3- Contrôle technique

Sans objet.

3.4- Sécurité et protection de la santé des travailleurs

L'opération est soumise aux dispositions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application ainsi qu'aux dispositions issues du décret n° 92-158 du 20 février 1992.

Selon l'importance des travaux à effectuer, des mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé en plus de la réalisation systématique d'un plan de prévention seront précisées à l'occasion des marchés subséquents.

Article 4 : Prix du marché

4.1 – Caractéristiques des prix

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par application des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement et du Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.).

- en tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé et celles liées au plan de prévention, de la notification du bon de commande à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.
- en tenant compte des dépenses communes éventuelles de chantier mentionnées à l'article 4.3 du présent C.C.A.P.
- en tenant compte des frais de déplacements.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, l'ensemble des frais afférents ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

4.2 - Modalités de variation et d'ajustement des prix

Les prix sont révisibles s'agissant du bordereau de prix unitaire.

Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Modalités de variations des prix

Les prix sont révisibles une fois par an à la date anniversaire du marché, à l'initiative du titulaire et pendant toute la durée du marché par application aux prix unitaires d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

$$Cn = 15,00\% + 85,00\% (I_n/I_0)$$

dans laquelle :

Les index de référence I sont les suivants :

Index	Libellé
BT50	Rénovation - Entretien TCE

Ces indices mensuels sont consultables au Moniteur des Travaux Publics ou au Ministère de l'Ecologie, du Développement et de l'Energie.

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué; l'actualisation définitive, sur la base des valeurs finales de références, interviendra au plus tard trois mois après la publication de ces valeurs.

- I0 est l'indice I du mois M0 de réception des offres
- In est le dernier indice I définitif disponible le même mois M qui précède la date d'application de la révision.

Les prix sont fermes la première année du marché.

La révision est applicable une fois par an **à la date anniversaire du marché.**

Le titulaire s'engage à faire parvenir à l'Université de Strasbourg, par lettre recommandée avec accusé de réception et avec un préavis d'au moins 1 mois avant la date prévue pour l'application de la révision (date anniversaire du marché), un nouveau Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.) indiquant ses prix révisés.

Le titulaire s'engage également à remettre à l'Université de Strasbourg le Bordereau des prix sous format Excel.

Variation des pourcentages

Les pourcentages sont fermes sur toute la durée de l'accord-cadre.

- **Clause de butoir:**

Il est entendu que les prix sont susceptibles de variations au cours de la période d'exécution du marché. Le prix de règlement ne dépassera pas le taux de 3 %, sauf dispositions législatives ou réglementaires ou circonstances à apprécier par le Pouvoir Adjudicateur à la demande du Titulaire. La multiplication de ce type de situations pourra entraîner la résiliation du marché au titre d'une responsabilité du titulaire, sans faute.

L'appréciation du taux de 3 % sera faite par an et de manière globale sur le marché.

Ce document devra être envoyé à l'adresse suivante :

UNIVERSITE DE STRASBOURG
Direction du Patrimoine Immobilier
Département Contrats Immobiliers
18, rue Goethe
CS 90032
67 081 STRASBOURG Cedex

A défaut de transmission des prix révisés dans le délai imparti, les prix du marché ne pourront être révisés et resteront inchangés pour la nouvelle période (jusqu'à la date anniversaire suivante), sans que le titulaire puisse élever de contestations sur ce point.

4.3 - Répartition des dépenses communes

Seules les stipulations du C.C.A.G.-Travaux sont applicables.

4.4 - Prix nouveaux

Dans le cadre d'exécution du marché en son lot 1, en cas de prix nouveaux nécessitant la création de lignes supplémentaires au Bordereau des Prix Unitaires, l'attributaire du marché devra indiquer les sous-détails (matériel, horaires mains d'oeuvres...).

Le pouvoir adjudicateur se réserve alors le droit de procéder à une négociation portant sur ces prix nouveaux selon les modalités définies à l'article 21 du présent CCAP.

A l'issue de cette négociation et par dérogation à l'article 13 du CCAG Travaux, les prix nouveaux feront l'objet d'un avenant signé par le pouvoir adjudicateur et l'attributaire du marché.

Article 5 : Clauses de financement et de sûreté

5.1- Garantie financière

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

5.2- Avance

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 €.HT, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant, toutes taxes comprises, du bon de commande.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Nota : Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R.2193-10 et suivant du code de la Commande publique.

Article 6 : Modalités de règlement des comptes

6.1 - Modalités de règlement des comptes et présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées conformément à l'article 12.1 du C.C.A.G.-Travaux. Les comptes seront réglés mensuellement.

Les demandes de paiement porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- le numéro du bon de commande ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- le relevé des travaux exécutés (constat contradictoire ou simples constatations) accompagné du calcul des quantités prise en compte, effectué sur la base de ce relevé ;
- le détail des prix unitaires (les prix unitaires ne sont jamais fractionnés pour tenir compte des travaux en cours de d'exécution) ;
- le montant hors taxe des travaux exécutés ;
- le calcul (justifications à l'appui) des coefficients de révision des prix ;
- le montant des approvisionnements (il est établi sur la base de ceux qui sont constitués et pas encore utilisés) ;
- le montant, éventuel des primes ;
- le remboursement des débours incombant au maître de l'ouvrage dont l'entrepreneur a fait l'avance, le cas échéant ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables pour chacun des travaux exécutés ;

- le montant total TTC des travaux exécutés ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des travaux effectués par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des travaux exécutés par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;

•

• **Informations importantes :**

•

- Depuis le 1er janvier 2017, l'Etat met à disposition des fournisseurs une solution informatique gratuite leur permettant d'envoyer leurs factures dématérialisées en un point unique : CHORUS PORTAIL PRO (CPP), à l'adresse internet suivante

- <https://chorus-pro.gouv.fr>

•

- Dès 2017, les grandes entreprises (plus de 5 000 salariés) et leurs filiales doivent adresser leurs factures au secteur public sous forme électronique. Par ailleurs, ce portail doit également être utilisé pour tous les clients publics : Etat, hôpitaux, collectivités locales, universités, etc.
- Les entreprises peuvent ainsi déposer leurs factures sur CPP en prenant en compte les éléments suivants : le n°SIRET de l'Université de Strasbourg « 13000545700010 ». Enfin, les entreprises doivent également être en possession d'un numéro de bon de commande, commençant par 4500.

•

- Toutes les questions concernant la facturation peuvent être adressées à :

- ac-bureaufacturier@unistra.fr

•

- Chaque facture doit comporter ce numéro de bon de commande et le numéro du marché.
- La réalisation de CHORUS PORTAIL PRO est confiée à l'Agence pour
- l'Informatique Financière de l'Etat (AIFE). Les fournisseurs peuvent obtenir toute information utile auprès de l'AIFE :
- - site AIFE : www.economie.gouv.fr/aife/agence-pour-linformatique-financiereletat-0
- - courriel AIFE : ccp2017.aife@finances.gouv.fr

•

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

6.2 - Approvisionnement

Sans objet.

6.3 - Paiement des cotraitants et des sous-traitants

L'acte spécial annexé au marché, précise tous les éléments des articles R.2193-1 et suivants du code de la Commande publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le comptable assignataire des paiements ;
- Le compte à créditer.

En cas de cotraitance : la signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour celui-ci (si groupement d'entreprises conjointes) ou pour chaque cotraitant solidaire (si groupement d'entreprises solidaires), acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente à ce cotraitant.

En cas de sous-traitance du marché:

- ◆ Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.
- ◆ Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous traitant. Cette décision est notifiée au sous traitant et au pouvoir adjudicateur.
- ◆ Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé ;
- ◆ Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant ;
- ◆ Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement ;
- ◆ Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe ;
- ◆ Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant ;
- ◆ En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

Article 7 : Délai d'exécution - Pénalités et Primes

7.1 - Délai d'exécution des travaux

Pour chaque opération les délais sont fixés comme suit :

	Délais (semaines)
1. Plan de retrait	
Elaboration du plan de retrait + dépôt	4
2. Travaux	
Réalisation des travaux	Le délai de réalisation sera précisé pour

	chaque commande
3. Documents suivi des déchets	
Remise du bordereau de suivi des déchets	4
4. Mesures libératoires	
Remise du rapport des mesures libératoires	1

Pour chaque chantier, les délais de réalisation des travaux sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations du C.C.T.P.

En cas d'opération d'importance, il pourra être transmis au titulaire un calendrier prévisionnel d'exécution.

7.2 - Prolongation du délai d'exécution

Aucune stipulation particulière.

7.3 - Pénalités pour retard

En dérogation des indications de l'article 19 du C.C.A.G. Travaux et en cas de retard sur les délais fixés par le calendrier contractuel d'exécution des travaux, l'entrepreneur sera passible d'une pénalité de 1/300ième du montant du bon de commande sera appliquée par jour calendaire de retard en cas de non-respect du délai d'exécution fixé dans l'acte d'engagement.

D'autre part, les autres pénalités sont les suivantes :

	Pénalités
Non-respect des prescriptions relatives à la signalisation générale du chantier	100 € par infraction
Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'exécution des travaux (documents spécifiés dans le CCTP)	100 €/jour de retard
Retard dans la production de documents de chantier (documents spécifiés dans le CCTP)	100 €/jour de retard
Retard dans la production de documents à l'achèvement des travaux (documents spécifiés dans le CCTP)	100 €/jour de retard
Retard dans l'évacuation des déchets hors du chantier	100 €/jour de retard
Retard dans le nettoyage du chantier	100 €/jour de retard

Article 8 : Caractéristiques des matériaux et produits

8.1 - Provenance, qualité et prise en charge des matériaux et produits

Le C.C.T.P. fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution du marché doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

Le C.C.T.P. désigne les matériaux, produits et composants de construction qui seront fournis par le maître de l'ouvrage et précise les lieux et cadences de leur prise en charge ainsi que les modalités de leur manutention et leur conservation à assurer par le titulaire.

8.2 - Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Sans objet.

Article 9 : Implantation des ouvrages

Aucune stipulation particulière.

Article 10 : Préparation et Coordination des travaux

10.1 - Période de préparation - programme d'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 28.1 du C.C.A.G Travaux selon l'importance des travaux, il pourra être fixé une période de préparation qui ne sera pas comprise dans le délai d'exécution des travaux. Sa durée, à compter de la date de la notification du marché subséquent, sera adaptée à l'importance et à la complexité des travaux et sera mentionnée sur le marché subséquent le cas échéant.

Un programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations du chantier et des ouvrages provisoires prévues à l'article 28.2 du C.C.A.G.-Travaux est établi et présenté au visa du maître d'œuvre, par les soins du titulaire.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur pour la sécurité doit effectuer les opérations suivantes :

- Adaptation et modification du plan général de coordination ou plan général de coordination simplifié en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier conformément aux dispositions du décret n° 94-1159 du 26.12.94 modifié.

10.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail (plan de prévention ou coordination sécurité et protection de la santé) ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné le cas échéant et selon les marchés subséquents, dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur S.P.S ».

1) En cas de marché subséquent dont les travaux sont soumis à un plan de prévention :

Le maître d'ouvrage assure la coordination générale des mesures de prévention qu'il prend et de celles que prennent l'ensemble des entreprises intervenant sur le chantier. Chaque entreprise est tenue d'informer ses salariés des risques et des mesures de prévention prises et demeure responsable de l'application de ces mesures, nécessaires à la protection de son personnel.

Obligations du Maître de l'ouvrage

Le maître d'ouvrage a l'obligation d'alerter l'entrepreneur en cas de danger grave à l'encontre d'un des salariés de cette entreprise et possibilité d'arrêter tout ou partie du chantier et coordonne les nouvelles mesures de prévention qui seraient prises à l'occasion d'organisation d'inspections ou de réunions périodiques.

Obligations du titulaire

Chaque titulaire est responsable de la mise en œuvre des mesures prévues par le plan de prévention, de la reprise de ces mesures préalables en cas de sous-traitants déclarés en cours de travaux, Il est aussi responsable de la mise à jour du plan de prévention faisant suite à de nouvelles inspections.

2) En cas de marché subséquent dont les travaux sont soumis à un plan général de coordination de sécurité et protection de la santé :

A) Autorité du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matières de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

B) Moyens donnés au coordonnateur S.P.S.

1- Libre accès du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier.

2- Obligations du titulaire

Le titulaire communique directement au coordonnateur S.P.S. :

- le P.P.S.P.S. ou le P.P.S.P.S simplifié ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;

- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- les effectifs prévisionnels affectés au chantier : dans les 5 jours qui suivent la notification du bon de commande ou le début de la période de préparation si les travaux du bon de commande en prévoient une ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail ;

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants, définies dans le document visé au présent C.C.A.P.

Le titulaire informe le coordonnateur S.P.S. :

- de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;
- de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur S.P.S. est soumis au maître de l'ouvrage.

A la demande du coordonnateur S.P.S., le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

C) Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993.

D) Locaux pour le personnel :

Le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Dans le cas où les travaux sont soumis à des mesures de coordination sécurité et protection de la santé, le non-respect des délais fixés par l'article 7 du présent document, fera encourir au titulaire une pénalité journalière fixée à 50,00 Euros, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 48 du C.C.A.G.-Travaux

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à L.5212-5 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

10.3 - Registre de chantier

Sans objet.

Article 11 : Études d'exécution

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées nécessaires pour le début des travaux, sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre avant tout début d'exécution.

Ces documents respectent la charte graphique de l'UDS.

Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

La fourniture de tous ces documents est effectuée dans les conditions de l'article 29.1.4 du C.C.A.G.-Travaux.

Article 12 : Installation et organisation du chantier

Aucune stipulation particulière.

Article 13 : Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

13.1 - Gestion des déchets de chantier

Il sera fait application de l'article 4.5.3 du C.C.T.P.

13.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier ne sont pas compris dans le délai d'exécution.

A la fin des travaux, dans le délai de 15 jours à compter de la date de la notification de la décision de réception, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du C.C.A.G.-Travaux, sans préjudice d'une pénalité de 100,00 Euros par jour de retard.

13.3 - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Aucune stipulation particulière.

13.4 - Documents à fournir après exécution

Cf Article 5.3.10 C.C.T.P.

13.5 – Travaux non prévus

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur.

Article 14 : Réception des travaux

14.1 – Dispositions applicables à la réception

Chaque bon de commande donnera lieu à la réception des travaux effectués et ce, dans les conditions suivantes :

La date de service fait, apposée sur la facture, tiendra lieu de date d'achèvement et de réception des travaux.

C'est à cette date que démarre la garantie de parfait achèvement des travaux.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés : le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception dans les conditions ci-dessus.

14.2 – Réception partielle et prise de possession anticipée

Conformément au C.C.A.G-Travaux.

14.3 – Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Conformément au C.C.A.G-Travaux.

Article 15 : Garanties et assurances

15.1 – Délais de garantie

Le délai de garantie est conforme à l'article 44.1 du C.C.A.G.-Travaux.

15.2 – Garanties particulières

Sans objet.

15.3 – Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire, le mandataire ainsi que les co-traitants doivent justifier qu'ils ont contracté :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux. Cette assurance devra être fournie chaque année

- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-4-1 du Code civil.

Article 16 : Résiliation du marché

Seules les stipulations du C.C.A.G.-Travaux, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 1,00 %.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et R.2143-8 du code de la Commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R.1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la Commande Publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

La maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de résilier un marché, sans mise en demeure préalable, lorsque le titulaire cumule plus de 3 % de son marché de pénalités applicables et consignées dans un compte rendu. Cette résiliation se fait pour faute du titulaire.

Article 17 : Marchés complémentaires ou ayant pour objet des prestations similaires

En application de l'article R.2122-7 du code de la Commande Publique, des marchés de travaux ayant pour objet des prestations similaires à celles faisant l'objet du présent marché pourront être passés avec le titulaire, sous la forme de marchés passés sans publicité ni mise en concurrence.

Article 18 : Clause attributive de juridiction

Toute contestation touchant à l'exécution ou l'interprétation du présent marché n'ayant pu être réglée de manière amiable sera soumise à la juridiction exclusive du Tribunal administratif de Strasbourg.

Article 19 : Communications électroniques

Les cocontractants peuvent communiquer par voie électronique dans le cadre de l'exécution du présent marché. Toutefois, aucune communication par cette voie sans utilisation d'un certificat de signature électronique n'est susceptible de faire naître d'obligation à la charge de l'une ou l'autre partie.

Toutefois, les courriels valent commencement de preuve par écrit. Ainsi, et notamment en ce qui concerne les manquements éventuels aux obligations contractuelles, des signalements pourront être faits par courrier électronique simple, puis étayés par une décision ultérieure par voie postale.

Article 20 : Clause de réexamen

Des modifications éventuelles pourront être apportées au présent marché, sans publicité ni mise en concurrence préalable, en application de l'article R.2194-1 du code de la Commande publique et exécutées par l'attributaire du marché.

Les modifications porteront sur les quantités des prestations à fournir tel que prévues dans le BPU, les CCTP, le CCAP et les actes d'engagement. Les modifications pourront notamment porter sur la durée d'exécution des prestations ainsi que l'ajout des lignes supplémentaires dans le BPU..

Le titulaire sera alors informé par écrit des modifications apportées au marché initial. Un délai de 15 jours sera alors laissé au titulaire du marché pour prendre en compte les modifications dans les meilleures conditions et proposer à l'Université de Strasbourg un devis détaillé.

Article 21 : Dérogations aux documents généraux

Le CCAP déroge à l'articles 1er du CCAG Travaux sur les points suivants :

L'article 2 déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G.-Travaux

L'article 6.3 déroge à l'article 19 du C.C.A.G Travaux

L'article 6.4 déroge à l'article 19 du C.C.A.G Travaux

L'article 10.1 déroge à l'article 28.1 du C.C.A.G Travaux

L'article 10.2 déroge à l'article 48.1 du C.C.A.G. Travaux